**Mesures contre le terrorisme au Royaume-Uni**
**mars 2006**

Le *Terrorism Act 2000* est le premier élément législatif du Royaume-Uni à contenir des mesures contre le terrorisme. Un an plus tard, l'*Anti-Terrorism, Crime and Security Act 2001* a été mis en place pour renforcer les forces de police pour lutter contre les activités criminelles et terroristes. En 2005, le gouvernement a annulé cet acte et l'a remplacé par le *Prevention of Terrorism Act* 2005 dans lequel le gouvernement a annoncé le renforcement de la législation contre le terrorisme. Cet acte permet entre autre de surveiller des individus soupçonnés d'activités terroristes, qu'ils soient citoyens anglais ou non. Le *Terrorism Bill* a été présenté au Parlement en octobre 2005 mais la Chambre des Communes (*House of Commons*) l'a refusé car il aurait permis à la police d'écrouer sans preuves des personnes suspectes pendant 90 jours. En juillet 2005, le gouvernement a lancé une initiative majeure pour empêcher le prosélytisme extrémiste auprès des jeunes : le *Preventing Extremism Together*. C'est un partenariat entre le gouvernement et les communautés musulmanes proposant une réponse fondée sur la société civile. Les objectifs sont les suivants : 1. Soutenir l'insertion des jeunes ; 2. Combattre l'extrémisme et la radicalisation des jeunes ; 3. Soutenir les initiatives régionales et les actions communautaires ; 4. Défendre les droits des femmes ; 5. Accréditer/former des imams et entretenir les mosquées ; 6. Offrir des services éducatifs répondants aux attentes de la communauté musulmane ; 7. Protéger les musulmans de l'islamophobie et restaurer la confiance entre la population et la police. Le *Home Office* (Ministère de l'Intérieur) accompagne le durcissement des lois contre le terrorisme avec les mesures suivantes : 1. Augmentation du budget de lutte contre le terrorisme ; 2. Renforcement de la sécurité aux frontières et de la coopération entre la police, les services de sécurité du MI5, le bureau des douanes et les services d'immigration ; 3. Accélération des procédures d'extradition ; 4. Blocage des capitaux des organisations terroristes internationales ; 5. Renforcement de la coopération internationale des services de renseignements ; 6. Elargissement des services de sécurité pour une meilleure analyse de l'information sensible ; 7. Poursuite des travaux de recherche sur les scénarios terroristes possibles ; 8. Mise en place des programmes de défense contre les armes Nucléaire, Radiologique, Biologique et Chimique (NRBC). L'objectif de la police nationale est d'acquérir 5% d'officiers qualifiés pour répondre à un incident NRBC. Elle doit réaliser pour se faire des exercices de simulation. Au-delà de l'action de terrain, les services de renseignements insistent eux sur l'importance de la surveillance pour obtenir des informations sur les ambitions des groupes terroristes.

La réponse à un acte terroriste est étudiée à plusieurs niveaux : c'est une coopération entre le national (stratégique) et le local (opérationnel). Le gouvernement et la police travaillent conjointement. Les situations classiques de crise (non-terroristes) sont gérées par les autorités locales et les services de secours. Les actions terroristes, elles, sont toujours traitées à l'échelon national. Leurs conséquences sont traitées par le Ministre de l'Intérieur, responsable des mesures anti-terroristes en Angleterre, au Pays de Galles et en Écosse. Le *Civil Contingency Secretariat* est responsable de la gestion des civils. Mis en place en 2004, le *Civil Contingency Act* détermine le cadre de la protection civile. Il pointe également les défis qui attendent le Royaume-Uni au 21$^{eme}$ siècle dans ce domaine. Il fait en sorte que les différents acteurs locaux soient préparés et équipés pour répondre à un incident terroriste majeur. Les rôles et les responsabilités y sont clairement définis.

L'OTAN est la première garante de la défense britannique. En tant qu'État fondateur, le Royaume-Uni y joue un rôle de premier plan. En cas de crise, la quasi-totalité des forces militaires britanniques peuvent être déployées par l'OTAN. Le Royaume-Uni a participé activement aux guerres menées par l'OTAN et la soutient financièrement avec plus de £110 millions par an. Par conséquent, son efficacité et sa modernisation sont prioritaires pour le Royaume-Uni. Ce dernier et la France ont encouragé l'initiation de la politique européenne de sécurité et de défense commune (PESD). L'UE joue ainsi un rôle complémentaire à l'OTAN. Le *Foreign & Commonwealth Office* (FCO - Ministère des Affaires étrangères) soutient le partenariat entre l'OTAN et l'UE sur les problématiques de sécurité. Le FCO contribue à la volonté britannique de réduire les menaces terroristes grâce à la coopération internationale, notamment en soutenant les réformes démocratiques au sein même des

États dits « préoccupants ». L'objectif de long terme est l'arrêt définitif du terrorisme, ce qui nécessitera un effort soutenu pour convaincre les populations de ne pas se laisser tenter par les extrémismes politiques.

Le FCO travaille également sur la non-prolifération des armements de destruction massive. Ses missions sont les suivantes : 1. Formuler une analyse commune des menaces et développer des réponses efficaces entre l'Europe, les États-Unis et l'ONU ; 2. Soutenir la résolution des conflits régionaux, catalyseurs du terrorisme et de la prolifération ; 3. Maintenir l'engagement d'aide à la reconstruction de l'Iraq et de l'Afghanistan ; 4. Coopérer avec des États tiers pour empêcher le développement illicite d'armes nucléaires en Iran et en Corée du nord ; 5. S'engager auprès des gouvernements du monde musulman lorsqu'ils entament des réformes sociales pacifiques ; 6. Travailler avec les partenaires européens et américains ; 7. Renforcer la gestion « en amont » des défis posés par les États « préoccupants » ; 8. Renforcer les capacités des nations engagées dans la lutte contre le prolifération des ADM ; 9. Soutenir la création de mesures de contrôle des transferts d'armements ; 10. Faire en sorte que les sites sensibles britanniques, susceptibles d'être visés par des attentats, soient protégés de manière adéquate et que la coopération internationale lors d'incidents civils majeurs soit plus efficace. Le Royaume-Uni considère la diplomatie bilatérale comme un élément-clé de sa lutte contre le terrorisme. Sur le plan militaire, le *Special Air Service* (SAS) dispose d'un large éventail de missions nationales et internationales. La *Counter-Revolutionary Wing* (CRW-Unité contre des acteurs asymétriques), composante des SAS, est chargée exclusivement de la lutte contre le terrorisme.